

Le Canada et l'Afrique

décliner, en termes réels. Nous avons assisté à une quasi-stagnation des flux de crédits commerciaux, et les flux d'aide publique se sont à peine améliorés. Il est clair que la situation économique mondiale est venue contrer nos efforts.

Il serait inutile de chercher à jeter le blâme sur quelqu'un. Car, dans les faits, tous les pays, pays africains et pays donateurs confondus, ont été touchés. Nous avons assisté à une modification de l'environnement économique international. Et, de toute évidence, aucun pays ni groupe de pays ne peut exercer un contrôle sur tous les facteurs en jeu.

Néanmoins, le rapport du Secrétaire général ne doit pas décourager. Nous sommes, il est vrai, dans une situation plus difficile que l'année dernière. La crise s'est aggravée. Les risques et coûts sociaux et politiques sont plus élevés. Mais des mesures ont été prises tant en Afrique qu'au sein de la communauté mondiale qui méritent d'être reconnues et appréciées.

En Afrique, vingt-huit pays ont entrepris avec succès d'importants programmes d'ajustement structurel. Ils ont consenti d'énormes sacrifices dans l'espoir d'améliorer leurs perspectives à long terme. Ils ont pris des mesures concrètes pour introduire des réformes significatives et ajuster les mécanismes de leurs économies. Nous en trouvons de nombreux exemples dans le Rapport du Secrétaire général.

Certains résultats positifs commencent à se faire sentir, très lentement et péniblement. Aussi modestes semblent-ils être dans les circonstances, c'est là que nous devons trouver réconfort. Nous devons reconnaître ici que le courage, le dynamisme et la détermination dont ont fait preuve ces gouvernements africains font la différence — et méritent pour cela notre indéfectible appui.

Initiatives multilatérales

Quant à la communauté internationale, elle n'est pas en reste, car elle a pris un certain nombre d'initiatives multilatérales qui en sont actuellement à divers stades :

- Au FMI, M. Camdessus a proposé le triplement de la Facilité d'ajustement structurel.
- Au Club de Paris, des arrangements spéciaux ont été faits, et d'autres sont envisagés, à l'intention des pays débiteurs les plus pauvres.
- La Banque mondiale a repris à son compte les idées émises par l'U-

NICEF sur la nécessité d'un ajustement qui tienne compte de la dimension humaine.

- La reconstitution de l'IDA VIII aura maintenant lieu tel que convenu.
- Il y a, enfin, consensus sur la nécessité de négocier une augmentation du capital général de la Banque mondiale.
- Dans la Ronde Uruguay, une attention particulière est accordée à la nécessité de faire participer pleinement les pays en développement, particulièrement les plus pauvres, et de les aider à cette fin.
- Il y a eu renforcement de la coordina-



• L'Honorable Monique Landry, ministre des Relations extérieures du Canada.

tion entre les pays donateurs. Grâce aux groupes consultatifs de la Banque mondiale, l'aide est devenue plus pertinente et plus efficace.

Il y a donc eu des développements. Et, en des temps meilleurs, ceux-ci auraient pu produire des résultats dont nous aurions tiré satisfaction. Mais, dans les circonstances actuelles, il n'est que trop évident que cette réponse n'est pas satisfaisante. Elle est partielle et à court terme.

Nous devons nous engager ici à mieux concerter nos efforts pour la mise en œuvre de redressement. Nous devons — et j'entends par là la communauté mondiale — faire tout ce qui est dans le domaine du possible. Et nous devons à l'unisson, accomplir ce qui apparaît peut-être maintenant comme l'impossible : une aide accrue et meilleure, acheminée plus rapidement. A cet égard, nous entendons nous inspirer des idées et des recommandations du Groupe consultatif du Secrétaire général sur le flux des ressources.